

DSK2007

-- Textes et discours - Discours --

Discours



Discours de DSK à l'Assemblée Nationale

Benjamin

Première publication : 13 mai 2006, et mis en
ligne le dimanche 11 juin 2006

Discours prononcé par DSK à l'Assemblée Nationale le 13 mai 2006. Lancement de la campagne "DSK 2007".

« *Comment battre la droite ?* », par Dominique Strauss-Kahn

Mes amis, je veux d'abord saluer tous ceux qui sont là. Saluer, aussi, ceux qui, par leurs obligations locales, n'ont pas pu être là et dont bon nombre ont été cités tout à l'heure. Saluer enfin, ceux qui ne sont pas encore là, mais qui seront là à nos prochaines réunions.

Nous sommes le 13 mai. Et le 13 mai 1958, c'était la crise de régime. Le 13 mai 1968, c'était la crise sociale. Le 13 mai 2006, c'est à la fois l'une et l'autre, avec en plus une crise morale. Doit-on, dans ce cas, s'étonner de ce que la France aille mal ? de ce que les Français aillent mal ? de ce qu'ils nous disent, chaque fois qu'on les rencontre, dans les permanences ou sur les marchés ? Peut-être avez-vous vu, il y a deux jours, une étude faite par la Commission. A la question : « Est-ce que vous pensez que ça ira mieux demain ? », 65% des Irlandais disent « oui ». 19% des Français, seulement, disent « oui ». Vingt-cinquièmes sur vingt-cinq.

Et c'est dans ce contexte que l'on a le sentiment que Dominique de Villepin, le Premier ministre, se moque du monde, organisant, il y a deux jours, une conférence de presse pour dire que « le climat des affaires n'a jamais été aussi bon » et pour s'exclamer : « regardez, le chômage baisse ! ». Alors même, et nous le savons tous, qu'il ne baisse que dans les statistiques, étant remplacé par des Rmistes. Alors même que l'emploi, lui, ne bouge pas.

L'attitude qu'a ce Premier ministre, aujourd'hui est pitoyable. Mais ce n'est pas pour autant que je donne automatiquement ma voix à ceux qui réclament son départ. Le problème n'est pas de pas de changer de Premier ministre. Le problème, c'est de changer de politique. Si c'est pour le voir remplacé par un autre, de la même équipe, dans la même direction, alors nous n'aurons rien gagné. La véritable échéance est tout autre : c'est l'échéance des élections, celles où les Français choisiront de mener une autre politique pour 2007.

Reste de leur offrir les conditions de ce choix, de leur en donner l'envie, le désir. Or aujourd'hui, c'est plutôt une angoisse que je sens chez les Français. Angoisse, du fait que l'idée de progrès, qui a animé tant de générations avant nous, se délite doucement. Angoisse, parce que l'ascenseur social qui faisait que chacun pouvait espérer de voir ses enfants vivre mieux qu'on ne l'avait vécu soi-même est aujourd'hui détruit. Pire, c'est le *descenseur social* qui est à l'œuvre, entraînant la crainte, pour soi-même, de voir la situation empirer mais surtout, engendrant une crainte, plus forte encore : celle que nos enfants ne vivent, demain, dans un monde qui soit plus pauvre, plus difficile et plus violent.

La crise du Contrat Première Embauche a été, selon moi, la stricte traduction de ce phénomène. Le Contrat Nouvelle Embauche, voté très discrètement en août dernier, pendant la période des vacances, était peu différent du Contrat Première Embauche. Mais il touchait les adultes, ce qui faisait, par là-même, sa principale différence. Avec le Contrat Première Embauche, ce n'était plus les

adultes, mais les jeunes, nos propres enfants, qui se trouvaient au cœur de cette précarisation. Vous avez vu, comme moi des jeunes, des lycéens, des étudiants former le cortège des manifestations. Mais vous avez sans doute aussi remarqué des parents, accompagnant leurs enfants avec l'angoisse au ventre, l'angoisse face à cette société que l'on prépare pour la génération à venir. Car comment expliquer que ce peuple, dans un pays riche - certes, plein d'inégalités, mais riche tout de même -, puisse être aussi durement parcouru par une telle d'angoisse ? Pourquoi cette angoisse face à l'avenir ?

On le sait. D'abord, d'abord du fait de la mondialisation. avec ces centaines de millions de salariés de Chine, d'Inde et d'ailleurs, jetés sur le marché mondial, qui déséquilibrent les rapports de force et tirent les salaires vers le bas. Suit le sentiment que les emplois, le pouvoir d'achat nous échappent et les délocalisations ne font que accentuer le fait que tous les bassins d'emploi en France sont menacés et voient leurs entreprises fermer.

Cette observation, j'ai pu la faire à maintes reprises, à chaque fois que je parcours le pays. Je passe une grande partie de mon temps à rencontrer des salariés. Avant-hier encore, en Haute-Savoie, ceux de Salomon, ceux de Dynastar, ceux des papeteries de Cran. A chaque fois, les mêmes questions et sentiment d'impuissance reviennent : « mais pourquoi ? Pourquoi est-ce que notre entreprise, qui marchait hier, qui pourrait continuer à fonctionner, qui a des produits à vendre, qui a des clients, doit-elle fermer ? ». Face à ce sentiment que tout nous échappe, qu'on ne peut rien y faire, les mots de « galère » sont ceux qui me ressurgissent sans cesse. A cela, s'ajoutent ces expressions devenues tristement communes : « On n'en peut plus. On ne peut plus tenir. On n'a plus d'argent, ça ne suffit plus ». De la nouvelle confrontation entre le pouvoir du marché et le pouvoir des nations émerge cette impression que le monde que nous avons tant œuvrer à construire, génération après génération, est en train d'être englouti par la vague de la mondialisation sans que l'on ne sache que faire.

Voilà qu'en plus, comme si cela ne suffisait pas, ce monde est devenu plus dangereux. Le débat autour du nucléaire iranien que vous suivez, peut-être, comme moi, tous les jours dans la presse n'est qu'un exemple parmi d'autres. A la fois, on se dit qu'il n'y a pas de raison de refuser à un peuple le chemin que nous avons nous-mêmes parcouru. D'un autre côté, force est de constater que lorsqu'un chef d'Etat réclame la destruction d'un Etat voisin, lorsque la démocratie ne fonctionne pas comme elle devrait fonctionner ; alors le risque de la dissémination nucléaire fait que le monde d'aujourd'hui est plus dangereux qu'il ne l'était hier. Et pensez, que dans la même partie de la planète, le conflit récurrent entre l'Israël et la Palestine - conflit dont les chances de solution se sont un peu éloignées au cours de ces derniers mois - est largement à l'origine du terrorisme qui nous dévaste. Conflit utilisé comme un foyer de frustrations et revendications.

La violence est partout, du 11 septembre, aux Etats-Unis, aux attentats Madrid et de Londres, et pourquoi pas, demain, à Paris. Le monde apparaît alors plus inquiétant, plus dangereux. Pourtant la violence a toujours été partout, mais, par moment, les hommes et les femmes avaient, en tout cas dans notre pays, le sentiment de pouvoir la contenir.

Cette violence qui resurgit prend aujourd'hui d'autres traits, dans l'espace mondial, comme dans l'espace familial. L'émotion qu'a suscitée la disparition de ces deux enfants, le week-end dernier, a été plus forte que par le passé parce que, de nouveau, c'est l'expression d'un monde qui apparaît plus violent et contre lequel on ne sait pas bien quoi faire. Et il est malheureusement à craindre que ce ne seront les derniers à succomber sous les attaques de ce genre de déséquilibrés.

Enfin, à cette instabilité croissante, à ce sentiment d'une mondialisation qui nous dépasse ; il faut

ajouter une Europe qui, aujourd'hui, apparaît davantage comme une menace que comme une protection. L'Europe que nous avons marqué de notre influence pendant cinquante ans et à laquelle on doit une partie de notre expansion suscite, elle aussi, des angoisses nouvelles. Et c'est le « non » au référendum qui, en France, les a exprimées avec la plus grande force. Nous avons tous pu les ressentir, tous ceux, ici, qui avons combattu pour essayer de convaincre qu'il fallait aller de l'avant, avec ce Traité, aussi imparfait soit-il. Nous avons tous bien entendu que nos concitoyens trouvaient que l'Europe n'apparaissait plus pour demain comme la garantie de protection qu'elle avait incarnée jadis. Ces considérations - c'est vrai - valent pour tous les pays. Pour les Français, assurément, mais aussi pour les Irlandais, que je citais tout à l'heure, les Anglais, les Allemands, les Italiens et les autres. La mondialisation, les perceptions d'un monde plus dangereux, l'Europe en panne, rien de tout cela n'est pas propre à la France. Alors pourquoi la France apparaît-elle ainsi, vingt-cinquième sur vingt-cinq, dans ce classement de l'espoir, ou plutôt du désespoir ?

Pour une raison fondamentale qui est que, en plus de tout cela, notre pays, aujourd'hui, n'est plus dirigé. Là où le président de la République doit représenter l'ultime solution, il apparaît aujourd'hui comme un problème.

Nous avons vécu, au cours de l'année qui vient de s'écouler, quatre crises. Celle de l'Europe, je n'y reviens pas.

Celle des banlieues, en novembre, ou la plus grande explosion que notre pays n'ait jamais connue et ce, alors même que la droite avait été élue quatre ans plus tôt sur le thème de la sécurité, qu'elle savait, soit-disant, combattre mieux que quiconque. Et ce, alors même que le ministre de l'Intérieur avait passé les années 2002 et 2003 à nous montrer combien, par ses rodomontades, il allait faire reculer l'insécurité.

Jamais un échec n'a été aussi patent. Jamais un échec n'a été aussi masqué, tant ce ministre de l'Intérieur sait s'y prendre pour cacher ses échecs. Habilité maligne qu'il a renouvelée lors de son passage furtif au Ministère des Finances, évitant ainsi de se faire prendre trop longtemps au défaut d'une croissance qu'on ne sait relancer. Son attitude est une preuve nouvelle et renouvelée de cette incapacité à réellement changer la France, en même temps qu'elle traduit une capacité formidable à communiquer pour transformer ses échecs comme ses réussites.

C'est pourquoi on ne peut dire que cette crise des banlieues est éteinte. Certes, le calme est revenu, et heureusement. Mais tous ceux qui, comme moi, sont les élus de la banlieue parisienne, de la banlieue marseillaise, lyonnaise, lilloise ou d'autres encore, savent que les causes profondes, qui ont déclenché cette crise, ne sont toujours pas réglées. Plus grave, beaucoup de ces jeunes, encore un peu retenus par la crainte de la sanction, ont vu qu'il, il ne s'était rien passé après novembre. Les dernières digues ont donc sauté. Il est à craindre qu'une explosion nouvelle viendra. Je ne sais pas si c'est demain, dans une semaine, dans six mois ou dans un an mais elle viendra. A moins que la politique ne change. A moins que la gauche ne soit capable de porter ce qu'il faut faire dans ces banlieues.

Quant à la troisième crise à laquelle nous avons dû faire face, la crise du CPE, j'en ai déjà parlé et je n'y reviens pas.

Enfin, s'il nous en fallait une autre, une nouvelle crise est venue diviser le paysage français, celle de l'affaire Clearstream. Cette crise qui avait commencé comme une affaire industrielle, s'était poursuivie comme une affaire de manipulation, se développe aujourd'hui comme une affaire d'Etat. Une affaire d'Etat qui laisse planer une ombre certaine sur le numéro un du gouvernement, le Premier ministre,

accusé, à mots à peine couverts, par le numéro deux, chef du parti majoritaire, d'avoir été à l'origine de cette manipulation.

Aucune démocratie ne peut survivre à une situation dans laquelle, au sommet de l'Etat, les couteaux sont à ce point tirés. Aucune démocratie ne peut sortir indemne lorsque la manipulation des uns contre les autres est telle qu'on ne parvient plus aujourd'hui à savoir qui a manipulé l'autre le premier. Aucune démocratie ne peut demeurer quand la manipulation devient l'arme préférée du pouvoir. Cette situation ne peut plus durer.

Il faut que le président de la République de notre pays, s'il y en a encore un, soit capable d'apporter une solution à ces crises multiples et répétées. Tout se passe comme s'ils avaient tous perdu le sens des responsabilités, le devoir qu'ils doivent au peuple français ; comme si cette bande, ce clan, qui nous dirige aujourd'hui, n'avait d'autre ambition que de se maintenir le pouvoir, de le garder entre eux, de se le partager ou, plutôt, de se le réserver pour chacun d'entre eux et de se l'accaparer. Il y a aujourd'hui, comme il y a eu un Etat RPR hier, il y a un Etat UMP, qui se soucie comme d'une guigne de ce qui arrive à notre pays et qui n'a d'autre souci que de régler les comptes entre eux.

Je connais - et vous aussi - un ministre de la République qui a, un jour, été injustement accusé. Un ministre qui savait qu'il était innocent. Un ministre qui a mis deux ans pour que la justice dise que l'accusation portée contre lui était absurde ; mais qui s'était engagé à ce que, pas une semaine, pas un mois, il ne resterait au gouvernement s'il devait, par là, porter atteinte à ses camarades au pouvoir et à la République.

Mes amis, mes camarades, le monde nous regarde. Les Européens nous regardent. Et le peuple français regarde la vie politique, si bien que chacun aujourd'hui se sent écoeuré par ce qu'il y voit. Et ce sont eux qui traitent les jeunes de banlieues de « racailles »...

Il faut bien le reconnaître, ce sont les conséquences de la malheureuse élection de 2002, de ce malheureux jour du 21 avril où, au bout du compte, a été élu un Président sans projet pour finalement, au bout de quatre ans, une présidence sans objet. Le pays va mal parce que la droite échoue. Il faut bien reconnaître, et le dire tout haut aujourd'hui. Il ne faut pas avoir honte de le clamer : la droite échoue. Dès lors, la question qui se pose est de savoir dans quel état ils vont laisser la France. Dans quel état, lorsque la gauche va gagner, elle va retrouver le pays ?

Cependant, si la droite échoue, si le pays va mal, c'est parce que la gauche, et dans son sein la principale force de la gauche, le Parti socialiste, en quatre ans, n'a pas été capable de créer une véritable alternative. L'opinion aujourd'hui est sceptique sur notre capacité à aller au-delà des mots, sur notre capacité à aller au-delà de la critique, sur notre capacité à créer une France vraiment différente. Parce que, face à l'angoisse, face à la situation dans laquelle est le pays - situation peut-être la plus grave que nous ayons connue depuis des décennies - il y a, en fait, plusieurs réponses. Il y a celle de la droite. Ou plutôt, du seul qui, aujourd'hui, reste valide au sein de la droite, Nicolas Sarkozy, sur le thème de la rupture. Il nous dit que « le modèle français s'est adapté, qu'il faut le diluer dans la mondialisation, importer un modèle largement anglo-saxon et s'inspirer de ce qui se passe aux Etats-Unis ».

Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il n'y a pas, dans le modèle américain, des choses que nous pouvons envier et que nous pourrions, justement, importer. Mais ce sont des points, des exemples. Cela ne peut être l'ensemble de cette culture, qui est différente de la nôtre. Les Etats-Unis sont une grande civilisation, mais elle n'est pas la nôtre. Pour ma part, je ne veux pas que dans notre pays, aujourd'hui, l'on jette par-dessus bord ce qui a construit la France depuis deux siècles, depuis la

Révolution Française, pour tout à coup s'exclamer que « nous ne pouvons plus tenir et que nous devons nous résoudre alors à faire comme les autres, à se calquer sur les autres ».

Cette rupture est, en réalité, un renoncement. Oui, un renoncement. Un renoncement, d'abord, à faire vivre la République. L'explosion dans les banlieues a dessillé ceux qui ne voulaient pas voir et ceux qui croyaient que, finalement, on arriverait à s'en sortir. Ils se sont rendus compte que la République avait déserté les banlieues, que les services publics avaient disparu, que les associations sont exsangues, que même les forces de police y sont moins nombreuses qu'elles ne l'étaient avant. Il ne faut pas être surpris que les communautés de différentes espèces - religieuses, ethniques, culturelles - viennent occuper l'espace. A cela, que nous dit la droite et son champion ? Ils nous disent que c'est très dur, aujourd'hui, de faire vivre la République dans ces cités reculées, dans ces banlieues. Ils nous disent que nous devons nous résigner à renoncer et à accepter que le communautarisme tienne lieu d'organisation sociale. Ils renoncent à faire vivre la République.

Ils renoncent aussi à la croissance. C'est là, l'essence même du Contrat Nouvelle Embauche ou du Contrat Première Embauche. Car, encore une fois, que nous dit la droite ? Elle nous dit qu'il est trop difficile aujourd'hui de faire vivre un pays avec un droit du travail qui, pourtant est le seul à pouvoir tenir l'équilibre ou restaurer l'équilibre entre les salariés et l'employeur. Elle nous enjoint à abandonner, à basculer, à laisser finalement tout le risque sur le salarié et à donner la priorité à l'employeur. Parce que les tenants de la droite trouvent que la croissance est, pour eux, hors de portée, ils font semblant de croire qu'il y aura des emplois qui naîtront - par miracle - de la facilité qu'ils donneront aux entreprises de licencier des jeunes que, de toutes les façons, ils n'avaient pas besoin d'embaucher. Cette erreur-là, fondamentale dans ce que fait la droite, est celle qui fait que, depuis quatre ans, malgré une croissance internationale plus forte encore, contrairement à ce que d'aucuns disent, que celle que nous avons connue de 1997 à 2000 ; la croissance en France n'existe pas et, avec elle, l'emploi et pouvoir d'achat.

Cela ne gêne en rien ces contempteurs. Ils font comme si tout cela n'avait jamais existé, comme si les œillères qui leur servent de guide devaient continuer à mener la France dans le mur, comme si nous n'avions pas tous prouvé ici en France, ailleurs, que certes la croissance ne suffit pas, mais qu'il faut, avant tout, la croissance.

Leur modèle, la rupture, c'est le CNE, c'est le CPE, c'est le renoncement à mettre tout l'accent sur la croissance. C'est aussi le renoncement à former la jeunesse. La promesse de la République, c'est au premier chef l'éducation, c'est l'école. Depuis les hussards noirs de Jules Ferry ce sont les instituteurs qui font que même parmi les plus pauvres et même si ça n'est pas de façon égalitaire, les talents pourront s'exprimer et l'avenir pourra être meilleur. Et c'est cette promesse non tenue de la République qu'ils abandonnent aujourd'hui en faisant partir en apprentissage dès quatorze ans les enfants les plus en difficulté.

C'est le renoncement à l'Europe. Depuis un an, depuis que la France a été à l'origine d'une orientation nouvelle en refusant le traité, quelle proposition a été faite par celui qui en avait non seulement la possibilité mais même le devoir ? Quelle proposition a été faite pour relancer la mécanique européenne ? Est-ce que le chemin là aussi est trop escarpé, est-ce que c'est trop difficile, est-ce que c'est trop dur, de se dire que nous, Français, parce que ça a toujours été comme cela dans notre histoire depuis cinquante ans, nous devons être un des moteurs, parfois le moteur de la construction européenne ? Quand la France n'est pas au rendez-vous, alors il ne se passe rien dans cette construction-là. Comment mesurerons-nous, dans les livres d'histoire, l'affadissement de notre ambition européenne, qui part de Mitterrand, de la poignée de main avec Kohl à Berlin, de la construction de l'euro, pour finir aujourd'hui dans une bataille perdue sur la TVA des restaurateurs ?

Le sens de la rupture est clair. La droite prend acte de ce que le modèle français est révolu. Par sa politique, elle aggrave ses contradictions et elle engage sa liquidation. Elle nous prépare une société dans laquelle elle laisse l'individu seul devant l'éventualité du malheur.

Le socialisme, la social-démocratie, c'est exactement le contraire. C'est refuser que l'individu soit seul. Ça n'est pas de dire que tout le monde sera heureux et que le bonheur est garanti à tous, mais c'est de dire que celui qui tombera dans le malheur, pour des raisons personnelles, pour des raisons professionnelles, celui-là trouvera la collectivité derrière lui, celui-là trouvera la solidarité. Si pour moi le mot « socialisme » a un sens, c'est bien celui-là. C'est de faire en sorte que jamais, jamais dans la collectivité dont nous avons la responsabilité, on laisse l'individu qui est dans la difficulté seul dans son malheur.

C'est bien cela la société qu'aujourd'hui la droite nous propose. Et bien moi, je refuse cette société. Je refuse qu'on jette par-dessus bord ce qui depuis des décennies a fait la France. Et si je n'avais pas peur de vous sembler aller un peu loin, je vous dirais, qu'on jette par-dessus bord ce qui a fait ma France. Je refuse de sacrifier ceux que l'on montre du doigt. Comme on le fait aujourd'hui, hier plutôt, avec cette loi scélérate sur l'immigration, où ce qui est finalement bafoué sous le joli mot de « choisi » qui, encore une fois masque les choses, c'est le renoncement aux valeurs de la République en même temps que, cela n'est pas le moindre aspect de cette loi, on légitime une forme nouvelle du pillage des pays du Tiers-Monde.

En face de cette droite qui parle de rupture et qui prépare le renoncement, il y a une autre attitude. C'est celle d'une partie de la gauche, qui est trop immobile, à la gauche du Parti Socialiste. Elle cherche à conserver ce qui existe, à sauver ce qui peut l'être encore. Ne vous y trompez pas, je ne les mets pas sur le même plan, je ne les renvoie pas dos à dos. Résister, ça peut être nécessaire, même si je ne crois pas que cela puisse suffire à faire une politique. Mais cette vieille garde de la gauche - je le disais à l'instant - à la gauche du Parti Socialiste, et parfois, reconnaissons-le, un peu aussi à l'intérieur du Parti Socialiste, cette vieille garde est dépassée. Ce qui se passe en ce moment, ce qui se passe dans le peuple français, le mouvement que nous ressentons, c'est bien que cette tentative de rester en arrière, même si on peut la comprendre, même si humainement on en voit les racines, cette tentative est dépassée. Les Français savent qu'il faut bouger pour survivre. Nous vivons un formidable mouvement de rénovation aujourd'hui, une formidable demande de changement. C'est ce que veulent les Français, en tous cas les Français de gauche, et c'est ce que traduisent les études et les sondages.

C'est dans ce mouvement de rénovation que moi, je m'inscris. La pré campagne, qui commence dans le Parti Socialiste, a montré que cette rénovation était possible, que l'espoir était toujours présent. Alors, ni renoncement, ni immobilisme : la rénovation de notre doctrine, de nos pratiques, mais pas de nos valeurs. Rénover notre doctrine et nos politiques, rénover notre pratique politique, ça n'oblige en rien à accepter le moindre morceau des valeurs de ceux qui sont nos adversaires politiques. Mais face au trio que constituent aujourd'hui Jacques Chirac, Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy, trio qui est socialement désavoué, qui est moralement dévalué, moi je veux montrer avec vous qu'un autre chemin est possible si la gauche est à la hauteur des enjeux qui sont devant elle. Sur la doctrine, j'y reviendrai dans un instant. Mais avant, je veux parler un instant des pratiques et dans la pratique du pouvoir de ce qui est pour moi le plus important : la responsabilité

Voyez-vous, c'est mon histoire politique, c'est la vôtre aussi, à tous ceux qui êtes là, même les plus jeunes, que d'avoir vécu dans une France où la gauche a été capable de prendre le pouvoir mais n'a jamais été capable de le garder. Nous avons gagné en 1981 mais perdu en 1986. Gagné en 1988

mais perdu en 1993. Gagné en 1997, mais perdu en 2002. Et moi je ne veux plus d'une gauche dans mon pays qui vient au pouvoir sur les désastres de la droite mais qui, ensuite, est incapable, après cinq ans, d'être reconnue par ceux-là même qui l'avaient élue comme ayant rempli le contrat passé avec les Français et qui se fait balayer comme si on nous disait « on vous a élu, mais on s'est trompé ». C'est la honte au front que je regarde l'histoire de ces vingt-cinq dernières années dans lesquelles par trois fois nous avons été élus et par trois fois derrière nous avons été battus.

Je veux une gauche qui soit responsable. Je veux une gauche qui soit capable de tenir le contrat démocratique. Oui, être élue en annonçant ce qu'elle va faire et au bout du compte être réélue par ceux-là même qui l'ont soutenue et d'autres encore qui l'ont rejointe en disant « certes, vous n'avez pas tous fait de ce que vous avez dit, mais vous en avez tellement fait qu'on veut continuer avec vous ». Nous raillons, nous tous ici socialistes français, les Britanniques, les Allemands, les Suédois, tous pas assez à gauche. Mais eux, ils gagnent les élections. Et puis, ils regagnent les élections. Mais voyez-vous, bien sûr qu'il faut le faire, parce que le réformisme impose de rester longtemps au pouvoir. Comment est-ce qu'on peut se prétendre réformiste si on ne fait que passer un instant au pouvoir ? Mais c'est bien plus nécessaire que cela. Nous le devons parce que c'est l'essence même de la démocratie, l'essence même du contrat que l'on passe avec ses électeurs. Il faut faire rêver, oui, bien sûr. Il faut faire rêver sans aller au-delà de ce qu'on se sent capable de transformer de rêve en réalité. Mais moi je veux vous dire mes rêves, mes convictions, je veux vous dire comment je crois que nous pouvons conduire le pays, je veux vous dire ce que je crois que nous pouvons faire et l'ambition me paraît déjà tellement grande que l'on a pas besoin d'en rajouter et de dire des choses qu'on sait qu'on ne tiendra pas.

Et donc je prends un engagement. Un engagement sur la pratique politique. Celui de ne jamais, à aucun moment d'une campagne, qu'elle soit interne ou, demain, qu'elle soit contre la droite, dire des choses dont je pense qu'au pouvoir nous ne pourrions pas les tenir. Rénover nos pratiques, annoncer la vérité, dire la vérité, oui. Mais rénover aussi notre doctrine, nos idées, et à partir de là, nos politiques. Sur trois grands sujets qui ont été évoqués tout à l'heure par les uns et pas les autres.

D'abord, sur notre modèle de développement, c'est-à-dire sur la façon dont nous concevons que notre pays doive rechercher la croissance et l'emploi. Nous avons un modèle qui, depuis la Seconde Guerre Mondiale, a largement été un modèle d'imitation de ce qui était inventé ailleurs. Il y a eu bien des inventions sur notre territoire, mais c'était quand même largement un modèle d'imitation. On le sait, il faut passer aujourd'hui à un modèle qui est celui de l'innovation.

Et c'est pour cela que la première des rénovations, c'est celle qui touche notre priorité au-dessus de toutes les autres, celle de l'éducation et celle de la recherche. Jamais, jamais, je ne me satisferai du classement des universités que vous voyez paraître chaque année et qui met aujourd'hui la première des universités françaises au cinquantième rang mondial. Et il n'y a pas dans les dix premiers ou les vingt premiers que des Japonais ou des Américains. On y trouve des Anglais, des Allemands, des Espagnols, des Italiens, mais pas de Français. Si nous continuons sur cette voie, dans cinq ans, ce ne sera pas cinquantième mais centième, dans dix ans, pas centième mais cent-cinquantième que sera la première université française.

Et donc là, si nous croyons que l'avenir est celui de la rénovation, si nous croyons que la connaissance est le continent de l'avenir, si nous savons, parce que c'est vrai, que l'avenir de notre pouvoir d'achat, de l'emploi, repose aujourd'hui sur notre capacité à prévoir pour demain cette société de la connaissance, alors l'effort premier doit être fait en direction du système universitaire et de la recherche.

Mais pour cela, oui, il faut rénover. Il faut chasser les vieux démons, ceux qui empêchent l'autonomie de nos universités, alors que nous savons que ce sont les régions, aujourd'hui, qui sont les plus aptes à les piloter ; les vieux démons qui font que les liens entre la recherche privée et la recherche publique restent, dans notre pays, totalement sous-développés par rapport aux pays qui nous entourent. C'est là qu'il va falloir faire porter l'effort principal.

Mais il faut rénover aussi, dans ce modèle de développement, notre vision de la croissance. La France est riche, on l'a dit. Mais pour partager - c'est une banalité - il faut produire. Et moi je veux tordre le coup à cette illusion si souvent répandue dans la gauche que l'on va commencer par partager et que, par une sorte de miracle, la production viendra derrière. Mes camarades, si nous voulons partager - et nous, nous voulons partager - alors il faut que nous sachions, d'abord, retrouver le chemin de la croissance et de la production des richesses.

Là non plus, cela ne se fera pas par l'imitation : 2007, cela n'est pas 1997. Et la politique à conduire ne sera pas la même. Ceux qui croient qu'il suffira, arrivés au pouvoir, de singer ce que le gouvernement de Lionel Jospin a fait il y a dix ans s'exposent à de graves déboires : les finances publiques seront beaucoup plus dégradées, l'appareil productif est beaucoup plus délabré. Il nous faut concevoir d'autres formes de l'intervention publique pour investir, pour maintenir ce qui existe. J'ai parlé de divers instruments, d'agences de réindustrialisation, de nationalisations temporaires quand c'est nécessaire. Je n'y reviens pas. Les instruments, on les connaît, ils existent, il faut désormais vouloir les mettre en œuvre.

L'objectif est simple : ce n'est plus principalement celui de 1997 qui était de relancer la demande, ce sera de soutenir la demande et de relancer notre productivité, de faire en sorte que notre appareil productif soit capable de répondre. Aujourd'hui, les exportations chutent : c'est la preuve de que nous sommes incapables de vendre au-delà de nos frontières. Et si nous continuons dans cette voie, on peut faire tous les projets que l'on veut, tous les programmes à proposer aux Français : ils seront incapables de les tenir parce que, ce qui fait notre richesse, ce qui fait notre production aura petit à petit disparu.

La croissance, c'est la condition de l'emploi et du pouvoir d'achat. Et là, rénover notre pensée, ne pas croire qu'il suffira de soutenir la demande, être capable d'avancer sur l'investissement, combattre toute proposition qui nuirait à l'investissement : voilà la politique qui faut que la gauche soit capable, demain, d'adopter.

Et puis rénover, cela s'applique aussi à la croissance. Il faut voir autrement le modèle de croissance. Je prends juste un exemple : la croissance sera différente parce que le rôle de l'énergie, demain, sera différent. Cela dépasse la croissance : c'est toute notre vision du monde qui doit aujourd'hui se réorganiser autour de la géopolitique de l'énergie. L'énergie devient le sang qui irrigue, la façon dont fonctionne la géopolitique. On le voit dans tous les conflits qui enflamment tout à tour la planète jusqu'à ce dernier, il y a peu, sur les questions gazières entre la Russie et l'Ukraine.

L'avenir de notre pays et l'avenir des générations qui nous suivent reposent sur la qualité et la performance de notre stratégie énergétique, sur notre capacité à concevoir pour demain, comme on a su le faire il y a cinquante ans mais différemment, les modalités de l'indépendance énergétique. Cela passe par une croissance moins consommatrice d'énergie ; cela passe par des recherches sur les nouvelles technologies, bien sûr ; et cela passe aussi, et c'est différent du passé, par une politique étrangère qui soit capable de comprendre quels sont les intérêts de notre pays et ceux du peuple français.

Et là, à nouveau, il faut que nous soyons capables de considérer de façon différente le modèle de développement que nous voulons mettre en œuvre. En aucun cas, cela ne doit nous faire revenir sur nos valeurs mais cela doit être à l'origine d'alliances nouvelles avec des pays qui, comme nous, ont ce problème pour les dix ans, les vingt ans, les cinquante ans qui viennent. Et comme ces pays sont justement ceux qui nous entourent - ceux de l'Europe - nous avons dans la construction de l'Europe de l'énergie quelque chose qui irrigue la possibilité pour nous d'avoir des économies puissantes en France, en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni aussi, dont le pétrole de la mer du Nord s'épuise ; d'avoir des stratégies puissantes pour les années qui viennent.

Le modèle de développement est à rénover. Il faut aussi rénover la recherche de l'égalité, à l'origine de tout ce qui fait la gauche. Les économistes, pardonnez-moi cette pédanterie, diraient qu'il faut changer de paradigme. Quel est l'ancien paradigme ? C'est que la machine économique tourne, créant des inégalités, et nous, nous, hommes et femmes de gauches, sommes là pour redistribuer : prendre de l'argent aux plus riches pour donner aux plus pauvres afin de compenser ces inégalités.

Bien sûr, il faut continuer à le faire. Mais, bien sûr aussi, cela ne suffit plus. Cela ne suffit plus parce que comme une barque dont on écope l'eau alors que le trou est de plus en plus grand, nous passons notre temps à lutter contre les inégalités alors qu'elles sont de plus en plus présentes. Il faut boucher les trous de la barque. Certes, on ne les bouchera pas entièrement ; évidemment, il restera des inégalités - je ne suis pas naïf.

Mais si nous voulons vraiment combattre ces inégalités, alors il faut les attaquer à la racine. Il faut rechercher l'égalité réelle ; il faut arrêter la machine à fabriquer des pauvres ; il faut arrêter la machine qui, chaque jour un peu plus, fait dans notre société des hommes et des femmes auxquels on ne donne pas la possibilité d'aller sur le marché du travail, dont on sait, dès la naissance, que des inégalités de destin les marqueront pour toute leur vie et auxquels on accorde, parce qu'on est charitable, des allocations. Des revenus minimaux seront distribués parce qu'on ne pourra pas les employer.

Moi je refuse cette société d'assistance. Je veux une société dans laquelle on combattra ces inégalités à la racine. L'expression a fait son chemin : on la retrouve aujourd'hui dans les textes du PS, comme celle d'égalité réelle. Tout le monde s'y réfère. Je m'en réjouis : c'est qu'on a commencé à changer, à rénover.

Il faut donc rénover l'école : le service public de la petite enfance que l'on trouve dans les textes du Parti socialiste va dans ce sens-là. Mais il n'y a pas que l'éducation, il y a les conditions de logement dont on sait qu'elles sont une condition première de la création d'inégalités. Prenons les anciennes méthodes, bien sûr ; essayons d'imposer que la loi SRU se mette en œuvre, très bien. Mais on est loin du compte. Le parc immobilier de notre pays ne pourra pas loger les centaines de milliers, bientôt les millions de Français qui cherchent un emploi si nous ne sommes pas capables de construire de nouvelles villes. Il faut concevoir l'urbanisation autrement qu'on ne l'a fait au cours de ces cinquante dernières années. L'objectif est de lutter contre les inégalités, rénover notre manière de faire, non plus seulement de poser un cautère sur une jambe de bois.

Il s'agit d'apporter véritablement les moyens de toucher au cœur ce qui fabrique les inégalités, même si pour cela on doit jeter aux orties les choses auxquelles nous avons cru, nous, vous, moi, pendant des années.

Si j'avais le temps, je vous parlerais longuement des retraites, sujet que les socialistes, par pudeur, par anxiété, par abandon, refusent souvent d'aborder. Ce dossier a déjà été évoqué tout à l'heure :

nous nous trouvons devant un pays dans lequel, dans deux ans, il y aura plus de personnes de plus de soixante-cinq ans que de moins de vingt-cinq ans ; un pays qui vieillit - même s'il vieillit moins que nos voisins. Est-ce que l'on peut, une seule seconde, envisager de demander au peuple de nous confier la responsabilité du pouvoir et de ne pas dire ce que nous ferons dans ce domaine-là en se contentant, comme on l'a fait il y a quelques années, de dire que ce que faisait la droite n'allait pas - ce qui était vrai mais qui ne pouvait pas suffire ?

Ce dossier des retraites, il faut le reprendre. Le reprendre, en rénovant là aussi notre pensée, en l'axant sur ce qui fait la différence, la différence d'espérance de vie ; en tenant compte de la pénibilité ; en faisant en sorte que, oui, un pays comme le nôtre soit capable d'assurer à ceux qui partent à la retraite la dignité de cette retraite mais dans la justice.

Rénover. Rénover, rénover, rénover notre conception de la justice, de l'égalité. Je suis élu dans ces cités où l'on a vu l'explosion, je sens la discrimination. On voit bien qu'un ensemble de politiques doit être construit. Des politiques traditionnelles d'abord - aides aux associations, police de proximité, tout cela est nécessaire, tout cela est bon.

Mais il faut rénover plus au fond. Ce qui fait que la brûlure est toujours présente, c'est que nous n'avons pas mis fin à la discrimination. Et tout à l'heure, chacun disait que je m'étais, avant les autres, préoccupé de ce fameux article 4 de la loi du 1er février 2005. Ce n'est pas un hasard, si moi j'ai voulu là-dessus entraîner la gauche et si la gauche a bien voulu me suivre ; c'est parce que c'est au cœur de ce qui aujourd'hui fracture la société. Bien que la focalisation se fasse sur la question des Noirs dans notre société, sur la question des Beurs dans notre société - pour la plupart Français - il faut arrêter de croire que c'est l'immigration qui constitue l'essentiel du problème.

Non, je ne partage pas l'idée que l'immigration soit la source de tous nos maux mais j'ai le réalisme de voir que nous n'avons pas réussi l'insertion de tous ceux qui sont chez nous ; je ne partage pas l'idée que les jeunes soient devenus la nouvelle « classe dangereuse », comme on le disait des ouvriers à la fin du XIXe siècle. Mais je ne crois pas non plus qu'on donne un sens à leur vie en les laissant rouiller en bas des tours à Vaux-en-Velin, à Marseille, dans les quartiers Nord, ou à Sarcelles.

Et donc, là, nous devons changer, changer du tout au tout ; tordre le cou à de vieilles idées, ne pas croire que nous nous en sortirons avec des politiques traditionnelles. Nous avons besoin de rénover notre manière d'agir, de toucher le cœur de la question, la racine du problème, et c'est bien celui de la discrimination. Alors l'égalité oui ! Les socialistes, les sociaux-démocrates, toujours l'égalité. Mais l'égalité réelle, pas l'égalité formelle, ce premier pas accompli il y a plus de cent ans, décisif, mais aujourd'hui bien insuffisant. C'est à cela que je vous invite.

Et quand nous aurons un modèle de développement mis en œuvre qui corresponde à ce que la France a besoin pour assurer son avenir, quand nous aurons su construire les éléments d'une recherche véritable de l'égalité, alors il nous restera une troisième tâche : celle du rôle de la France, qui doit redevenir un acteur mondial dans un monde moins sûr qu'hier. Pour cela, il faut rénover et rénover encore. Il faut rénover la construction européenne - je n'y reviens pas, on aura l'occasion d'y revenir plusieurs fois. Mais on voit bien que la construction de l'Europe politique reste le désir de la gauche. Que nous soyons divisés, sur l'instrument, c'est derrière nous : les Français ont tranché et chacun comprend bien que nous voulons une Europe plus sociale, une Europe plus politique. Alors il faut la construire. Nous voulons aussi une Europe capable de mener une politique étrangère. Pourquoi est-ce que ce qui est aujourd'hui une des sources de conflit dans le monde, le conflit entre Israël et la Palestine, est arbitré par une puissance lointaine, les Etats-Unis, alors que nous

Européens, et nous Français, Europe de la Méditerranée, sommes incapables d'y apporter notre soutien pour que la paix puisse enfin se profiler.

Moi, je veux une Europe qui soit capable, à l'image de sa puissance économique, de créer une puissance d'intervention dans le monde et de porter le modèle européen. Nous sommes, ici, sur cette terre, ceux qui, les premiers dans l'histoire de l'humanité, avons su rassembler les peuples et qui discutent de leurs conflits - car les conflits ne disparaissent jamais - autour d'une table par la loi et par le droit. C'est avant tout cela, l'Union européenne ; c'est ce modèle-là qu'il faut que nous soyons capables de porter au monde. Mais pour le porter au monde, il faut avoir quelque chose, il faut avoir une voix.

Et aujourd'hui, il n'y a pas dans le monde de voix de l'Europe parce que nous n'avons pas, nous n'avons pas eu, la capacité de créer cette Europe politique et cette politique étrangère de l'Europe. Avec cette politique étrangère, oui, je le dis devant vous au risque de choquer certains d'entre vous, mais je veux là aussi tordre le cou de vieilles rengaines, nous avons besoin d'une politique de défense. A un moment où le monde est moins sûr, à un moment où les hésitations croissent partout, à un moment où l'instabilité est ce qui caractérise la planète, il ne faut pas, même si l'on en avait envie, même si cela pouvait servir à d'autres dépenses, accepter de baisser la garde et de diminuer nos dépenses de défense. Cela serait une faute contre la France, une faute contre l'avenir de la France : nous avons besoin d'une politique de défense.

Là aussi, moi, je dirai la vérité aux Français. Je ne ferai pas croire qu'en puisant dans des réserves supposées sans fond, on peut arriver d'une manière presque miraculeuse, sans demander aucun effort à personne, à résoudre les problèmes que nous n'avons pas su résoudre hier. La France dans le monde, c'est l'Europe de la politique étrangère, de la défense, mais c'est aussi quelque chose sur lequel je veux m'arrêter une seconde car c'est ce qui a fondé mon engagement au Parti socialiste.

J'avais milité dans d'autres organisations que l'on présentait, à l'époque, plus à gauche et que je crois aujourd'hui plus immobiles, avant de rejoindre le Parti socialiste en 1976. Je l'ai fait à la suite d'un discours ; un discours de François Mitterrand ; un discours sur ce qui, pour moi, constitue au fond de mes tripes ce qui est le plus fort, le plus engageant, le plus décisif que la gauche a soutenu et que parfois la gauche a un peu oublié, que la gauche défend toujours plus que la droite mais toujours moins que ce qu'il faudrait faire. Cet engagement, c'est notre engagement universaliste. C'est l'engagement de la gauche internationaliste, c'est l'engagement de Jaurès, l'engagement de la gauche en faveur du développement du Sud. C'est notre devoir en matière d'aide en direction du Tiers Monde.

Nous sommes un pays, nous Français, qui, plus que d'autres, parce que nous avons un passé colonial, avons une responsabilité - et tout particulièrement dans cette partie du monde en développement qui est devant nous, l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-saharienne. Nous en avons été les colonisateurs, nous nous en sommes retirés en laissant derrière nous un désastre, économique et politique. C'est notre responsabilité, que dis-je, c'est notre devoir de faire en sorte que l'on apporte là-bas et le développement, et l'éthique, et la santé et, pour arriver à cela, il faut bien sûr la France mais aussi toute l'Europe.

Dans cet engagement-là, qui, pour moi, signe mon engagement politique, je veux emmener, derrière la France, l'ensemble des pays européens pour qu'enfin nous soyons capables de prendre notre part, et plus que notre part de ce qui doit être le grand défi des cinquante ans qui viennent, et de sortir de la misère les enfants qui meurent du Sida partout en Afrique, les hommes et les femmes qui vivent avec un dollar, deux dollars par jour.

Nous devons nous battre pour que, chez nous, le pouvoir d'achat soit présent ; pour que, chez nous, les inégalités régressent. Mais qu'est-ce que seraient ces hommes et ces femmes de gauche qui ne se battraient qu'à l'intérieur de leurs frontières et qui ne se soucieraient jamais de ce qui se passe plus loin, au-delà des frontières, frontières européennes, bien sûr - mais les autres sont dans la même situation que nous - frontières de l'Europe surtout, en direction du Sud ?

Et c'est pour cela que je défends cette idée d'une Europe qui prenne en charge le développement de la Méditerranée et qui, au-delà du développement de la Méditerranée, assume ses responsabilités sur l'ensemble du continent africain.

Pour faire cela, il faut mettre le pays en mouvement : on ne le bougera pas d'en haut. On le bougera, comme le Parti d'ailleurs, quand tous les Français prendront le chemin de cette rénovation, suivront le flambeau que la gauche aura allumé, reconnaîtront notre drapeau comme celui qui va nous suivre.

Et pour cela, il y faut toutes les formes d'organisations, les syndicats, les associations, aujourd'hui laissées sur le côté de la route - les syndicats dans la négociation, on l'a vu sur le CPE ; les associations en coupant tous les moyens qui leur permettent de vivre. Il y faut les syndicats et les associations. Mais il y faut aussi la rénovation d'autres structures, et je pense en particulier aux partis politiques et à nous-mêmes. Quand j'entends certains de nos camarades dire que ce qui les motive le plus, c'est la sixième République, je dis « bravo ». D'ailleurs, dans un livre que je publiais il y a maintenant quatre ans, j'avais un chapitre qui s'appelait « la sixième République ». Je n'ai rien contre la sixième République et, si cela ne suffit pas, la septième sera bienvenue.

Le problème, c'est le contenu, c'est ce qu'on veut changer. Ce que moi je veux changer, c'est le rapport devenu indécent entre le pouvoir du Parlement et le pouvoir de l'exécutif. Ce qu'il faut changer maintenant, c'est le rapport de force entre le contrôle qu'exerce le Parlement et, en particulier, celui que l'Assemblée nationale peut exercer sur le gouvernement et sur le président de la République ; et l'absence totale, on le voit aujourd'hui dans cette affaire nauséabonde que nous vivons, de possibilité d'intervenir quand le pouvoir, dans votre pays, a décidé de rester en place.

Il n'y a pas de démocratie qui vaille quand il n'y a pas ce minimum d'équilibre entre l'exécutif et le législatif. Il n'y a pas assez de démocratie aujourd'hui chez nous. Alors quand la pratique est vertueuse, qu'elle soit de droite ou qu'elle soit de gauche, cela n'est pas trop grave. Mais on voit bien qu'elle n'est pas toujours vertueuse : le cloaque dans lequel se trouve aujourd'hui la démocratie française montre qu'il faut changer, un tout petit peu, mais changer nos institutions.

Pour moi, la mère de toutes les réformes - il peut en venir d'autres derrière, je n'ai rien contre mais ce qui est à l'origine et qui fera le basculement - c'est que les députés soient à l'Assemblée nationale pour faire leur travail et exercer le contrôle. Et ceci, j'ai scrupule à le dire devant une assemblée composée de beaucoup d'élus, mais, mes camarades, la rénovation, ce n'est pas seulement pour les autres. Ceci passe par une réforme, première, le mandat unique.

Mes camarades, mes amis, je veux terminer, bientôt. Il ne faut pas s'y tromper, gagner sera difficile. D'abord, parce qu'une campagne, c'est toujours difficile. Vous tous, qui êtes là, vous en avez mené des campagnes et des campagnes. Et une campagne cantonale, c'est au moins aussi difficile qu'une campagne législative, et une campagne présidentielle, c'est plus difficile encore. Beaucoup que je vois là, que je reconnais, ont mené avec moi, avec d'autres, la campagne de 1981 - modestement en ce qu'il me concerne, en collant des affiches mais il en faut -, celle de 1988, celle de 1995, celle de 2002.

Je n'ai pas gardé le même souvenir de chacune d'entre elles mais le souvenir commun que j'en ai gardé, c'est que chaque fois, c'était dur, c'était dur psychologiquement, c'était dur physiquement. Les coups volaient bas. Mais on ne peut attendre de la droite, quand on voit la figure qui l'incarne aujourd'hui, que les coups soient plus doux en ce qui nous concerne qu'ils ne le sont quand ils sont dirigés vers les membres de son propre parti.

La bataille sera difficile d'autant que, il ne faut pas s'y tromper, la gauche n'est pas haute. Je ne parle pas des sondages mais des élections partielles qui ont lieu toutes les semaines dans notre pays, les cantonales, et qui sont le meilleur test - chaque responsable politique le sait - pour mesurer semaine après semaine la façon dont les choses évoluent. Malgré la crise du CPE, la gauche n'est pas haute : une gauche à 43-44%, une droite à 43-44% et le reste au Front national. On aurait pu espérer que la gauche soit aujourd'hui plus puissante. On y trouve quoi ? On y trouve ce que j'ai dit tout à l'heure : les Français ne nous rejettent pas mais les Français ne nous appellent pas. Les Français ne croient pas encore que nous soyons capables d'apporter des réponses à leurs problèmes.

Si la gauche n'est pas haute, alors la victoire n'est pas acquise. Personne ne sait quelle sera la situation dans un an. La droite peut avoir réussi formidablement en matière économique, je le souhaite pour le pays mais je crains que cela ne soit pas le cas, qu'elle peut s'être effondrée dans je ne sais quelle aventure nouvelle. Mais le plus probable, c'est que nous nous trouverons comme chaque fois, à un mois, à deux mois de l'échéance présidentielle, au coude à coude, à cinquante-cinquante. Ce qui fera la différence, ce n'est pas ce qu'on peut dire aujourd'hui, les uns ou les autres, mais ces petites choses, dans le combat du dernier moment, qui font la différence et qui font qu'on est capable de l'emporter sur l'adversaire.

Et l'adversaire, ne vous y trompez pas, ce n'est pas n'importe qui. Je partage peu de choses des convictions de Nicolas Sarkozy - car ce sera lui, n'en doutons pas. Je reconnais que l'homme est puissant : c'est un combattant redoutable, il est compétent, il sait débattre, il sait emmener avec lui. Nous ne pourrions pas croire que nous gagnerons parce que n'importe quel socialiste sera candidat devant lui, n'importe quel homme ou n'importe quelle femme de gauche. Il lui faudra de la conviction, il lui faudra un projet, il lui faudra de la compétence, il lui faudra la capacité de donner aux Français la confiance pour l'avenir.

Cette bataille sera difficile et c'est à cette bataille-là qu'il faut que, nous tous, nous nous préparions. Parce qu'évidemment, gagner sera difficile mais parce que gagner est possible. Il nous reste trois cent soixante-cinq jours, à deux ou trois près, pour être capable de l'emporter. C'est à la fois beaucoup et peu mais c'est bien suffisant pour montrer aux Français ce que nous voulons faire. Car c'est bien cela la question : la question c'est « un président de la République, pour quoi faire ? ».

Le sentiment des Français aujourd'hui, c'est justement que ce Président ne sert à rien et que ce n'est donc même pas la peine de se déranger pour l'élire et, si l'on se dérange, peu importe de savoir qui on élit. Il faut faire comprendre aux Français qu'il n'y a pas d'avenir - en tout cas, c'est ma conviction - pour le pays si nous n'avons pas, en 2007, en France, un président pour qui, pour la première fois depuis deux mandats, le costume ne sera pas trop grand.

Pour cela, il faut montrer un chemin, un chemin pour le pays, un chemin pour les Français. Le chemin que je propose, c'est celui de l'efficacité et de la justice parce que la France n'est jamais aussi grande que quand elle est juste.

Ce à quoi je vous invite, c'est à une social-démocratie nouvelle, qui refuse ces insupportables inégalités qui sont nées du marché et qui broient les hommes ; une social-démocratie qui cherche les talents partout dans le pays, dans toutes ses composantes quelle qu'en soit l'origine ; qui s'élève contre la misère des enfant du Sud, qui s'élève contre l'égoïsme de générations qui se soucieraient peu de la Terre qu'ils laissent aux générations qui viennent ; qui s'élève contre l'immobilisme dans la construction européenne ; qui s'élève contre l'aveuglement d'une politique qui a voulu rendre des impôts aux plus riches en sacrifiant les dépenses à venir ; qui s'élève contre la recrudescence des discriminations raciales.

Une social-démocratie qui s'assume, une social-démocratie qui construise un cours nouveau dans notre pays.

Je vous propose une France plus grande, je vous propose une France plus juste. Il y a trente ans presque jour pour jour que j'ai adhéré au Parti socialiste. C'était l'âge des enthousiasmes ; aujourd'hui, c'est l'âge de la détermination, c'est l'âge de la volonté. La volonté du moment où l'on veut que son combat politique n'ait pas été simplement une succession d'apports, où l'on veut lui donner une cohérence, où l'on veut être capable de montrer que, si, par moments, par les responsabilités qu'on a pu avoir l'honneur de tenir, on a pu changer des petites choses ici et là, on n'a pas donné sa pleine mesure. C'est le moment où l'on veut véritablement apporter au pays un cours nouveau.

Donc, ce que je veux que nous fassions ce matin, pour finir, c'est une sorte de promesse entre nous : une promesse que vous me faites et une promesse que moi, je vous fais. Cette promesse est simple. Cette promesse est de passer un an maintenant, trois cent soixante-cinq jours, pour battre la droite et pour battre Sarkozy. Il n'y a pas d'autres objectifs ; il n'y a pas d'autres critères de choix ; il n'y a pas d'autres batailles que de se ranger tous en ordre pour être capables de faire gagner la gauche dans un an.

Voilà la tâche que, moi, je veux vous assigner : la tâche de faire en sorte que, nous tous, nous fassions ce serment de consacrer notre énergie à faire gagner la gauche et, après l'avoir fait gagner, à faire en sorte que la gauche, pour la première fois - je le dis avec tristesse - dans son histoire depuis cent ans, puisse tenir à ce point ses promesses que les Français, en l'ayant eu pendant un mandat, veuillent avoir la gauche pour d'autres mandats. Voilà la tâche que je veux vous assigner.

Je veux que vous passiez les semaines qui viennent, les mois qui viennent - et, en tout cas, les six mois qui viennent - à redonner l'espoir aux Français, à redonner l'espoir aux militants ; à faire en sorte que, par notre combat commun, parce que nous le voulons, parce que nous en sommes convaincus, parce que nous savons que c'est la voie pour notre pays, nous ayons une action, un discours, un engagement qui fasse que, pour la première fois depuis plusieurs années, enfin l'espoir change de camp.

Merci.